



# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Ile-de-France

Dossier  
mensuel  
de  
conjoncture

**Direccte** Direction régionale des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

7 mai 2014

# Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

*[dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr)*

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 6 juin 2014.

# SOMMAIRE

## ◆ **Synthèse régionale**

- Page 4

## ◆ **Marché du travail**

- Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
- Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
- Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
- Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
- Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- Page 10 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- Page 11 : taux de chômage (Insee)

## ◆ **Emploi**

- Page 12 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
- Page 13 : évolution récente de l'intérim
- Page 14 : évolution récente de l'emploi salarié

## ◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- Page 16 : activité partielle
- Page 17 : procédures de licenciement collectif

# Synthèse régionale

## MARCHE DU TRAVAIL

En mars 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) a augmenté de 1,0 % en Ile-de-France (données CVS), alors qu'il est resté stable en France métropolitaine. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits a crû de +0,5 % dans la région, contre +0,2 % en France métropolitaine.

Sur un an, la hausse en catégorie ABC a atteint +6,0 % en Île-de-France, contre +4,5 % en France métropolitaine.

Tous les départements franciliens ont vu leur nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC croître plus rapidement qu'en France métropolitaine. Le Val-de-Marne est le plus touché, où la hausse atteint 2,1 % sur trois mois. Paris et les Yvelines ont connu, sur trois mois, des évolutions plus modérées, proches du niveau national.

La demande d'emploi des jeunes franciliens a augmenté de +0,4 % au mois de mars. Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus a poursuivi son augmentation sans faiblir, tandis que celle des demandeurs d'emploi de longue durée a ralenti.

Au quatrième trimestre 2013, le taux de chômage francilien représente 8,6 % de la population active.

## EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a connu une légère hausse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 (+0,2% contre +0,1% en France métropolitaine) après plus d'un an de stagnation. La baisse dans l'industrie s'est ralentie, le commerce a recommencé à créer des emplois après plusieurs trimestres de baisse. La tendance à la hausse observée depuis de nombreux trimestres dans la construction s'est confirmée. L'emploi intérimaire a légèrement augmenté en janvier.

## MUTATIONS ECONOMIQUES

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées en mars progresse fortement par rapport à février, dépassant les 700 000 heures. La construction est le secteur d'où émanent le plus de demandes depuis le début de l'année. 49 procédures de licenciement collectif ont été notifiées à la Direccte au mois de mars, menaçant 2 300 emplois, chiffres assez proches<sub>4</sub> des moyennes enregistrées depuis plus d'un an.

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2014

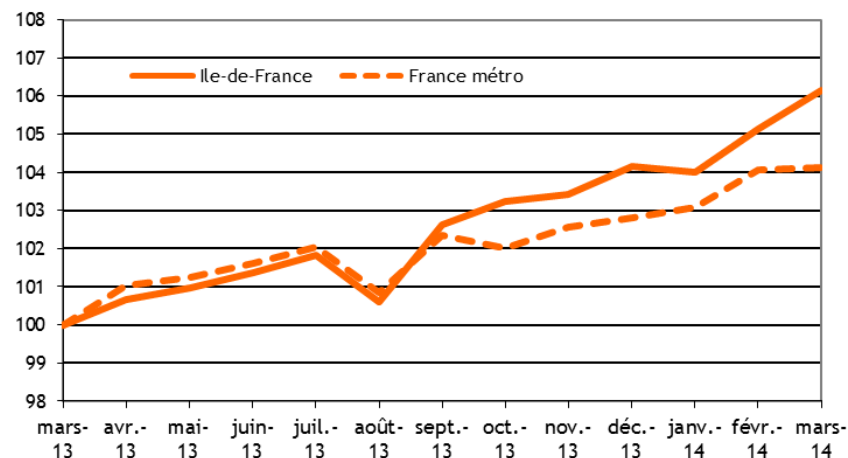
□ En mars 2014, la demande d'emploi de catégorie A a augmenté en Île-de-France de +1,0 % après correction des variations saisonnières. Elle est restée stable à +0,0% en France métropolitaine.

□ En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +0,5 % dans la région, contre une augmentation de +0,2 % en France métropolitaine.

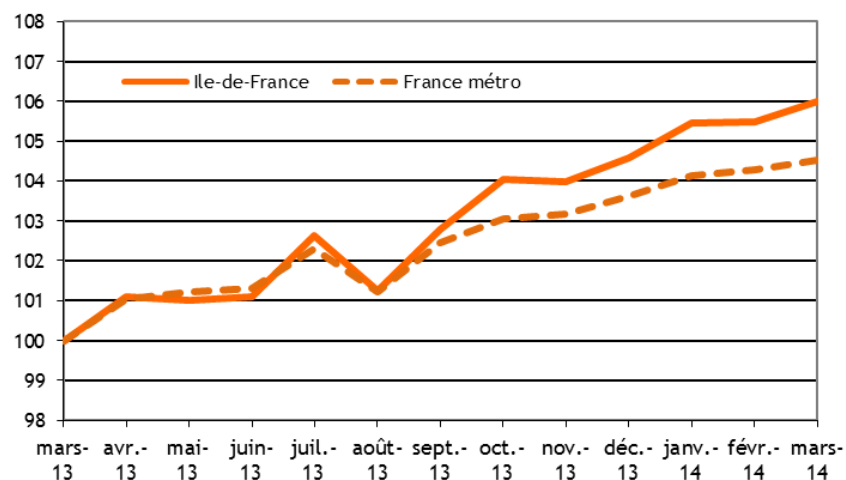
□ L'augmentation sur un an en catégorie A se trouve portée à +6,1 % en Île-de-France et à +4,1 % en France métropolitaine. En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de +6,0 % en un an, contre +4,5 % en France métropolitaine.

□ Alors que la demande d'emploi en France métropolitaine connaît une stabilisation au mois de mars, le marché du travail francilien continue de se dégrader, l'écart se creusant depuis septembre 2013.

Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en mars 2013)



Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en mars 2013)



Mars 2014	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	<b>636 760</b>	3 349 300	<b>1,0</b>	0,0	<b>6,1</b>	4,1
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	<b>878 770</b>	4 949 500	<b>0,5</b>	0,2	<b>6,0</b>	4,5

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2014

En mars 2014, tous les départements franciliens ont connu une hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (entre +0,5 % dans les Hauts-de-Seine et +1,3 % en Seine-et-Marne). En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emplois augmente aussi dans tous les départements, avec des évolutions plus modestes (entre +0,2 % à Paris et dans les Hauts-de-Seine et +0,8 % dans le Val-de-Marne).

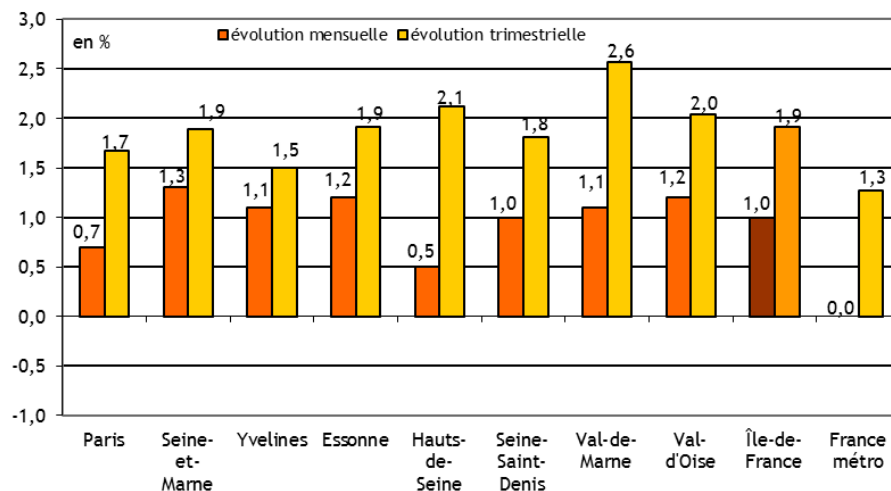
Sur trois mois, tous les départements ont connu une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi supérieure à celle enregistrée en France métropolitaine, pour les catégories A et ABC.

La hausse trimestrielle est plus modérée pour Paris et les Yvelines, proche de l'évolution nationale.

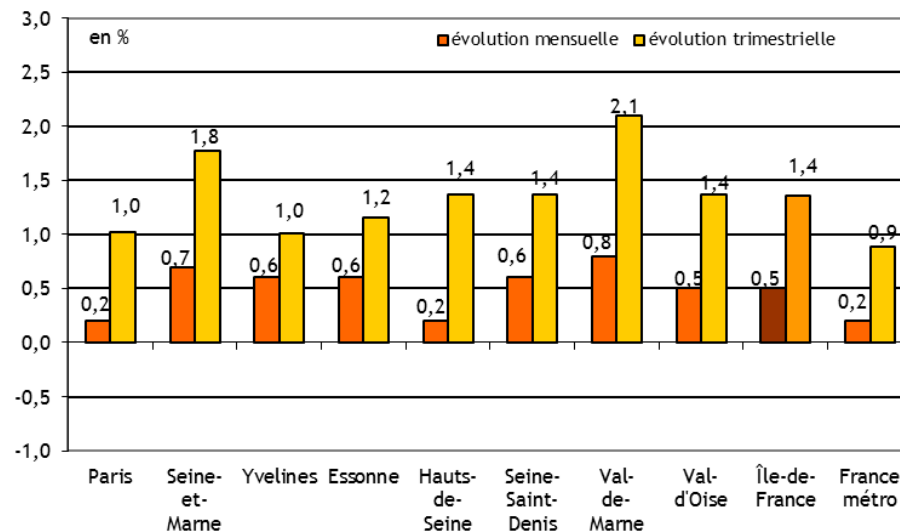
En revanche, le Val-de-Marne connaît les hausses trimestrielles les plus importantes pour les catégories A et ABC. Elles sont supérieures de plus d'un point à celles observées en France métropolitaine.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	129 650	0,7	189 500	0,2
Seine-et-Marne	63 150	1,3	88 490	0,7
Yvelines	60 070	1,1	82 800	0,6
Essonne	54 730	1,2	75 970	0,6
Hauts-de-Seine	76 560	0,5	104 520	0,2
Seine-Saint-Denis	112 890	1,0	149 320	0,6
Val-de-Marne	71 140	1,1	95 630	0,8
Val-d'Oise	68 570	1,2	92 540	0,5
<b>Île-de-France</b>	<b>636 760</b>	<b>1,0</b>	<b>878 770</b>	<b>0,5</b>
France métropolitaine	3 349 300	0,0	4 949 500	0,2

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

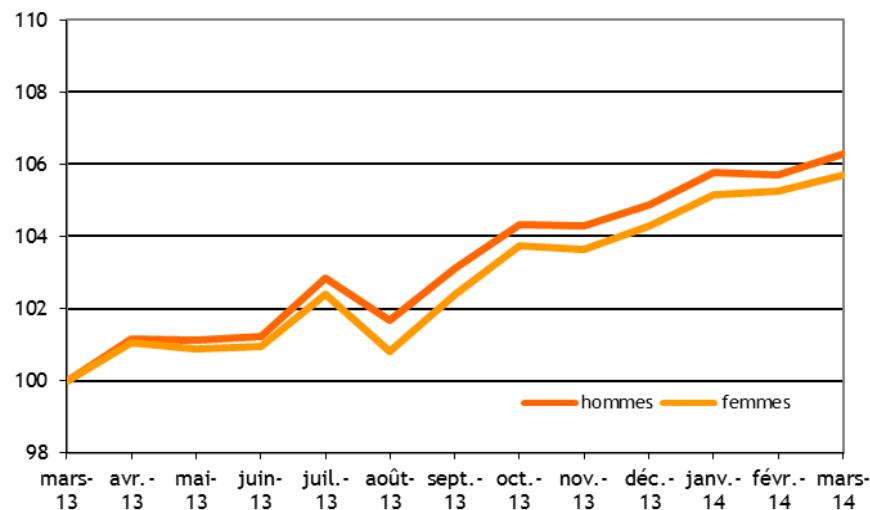


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2014

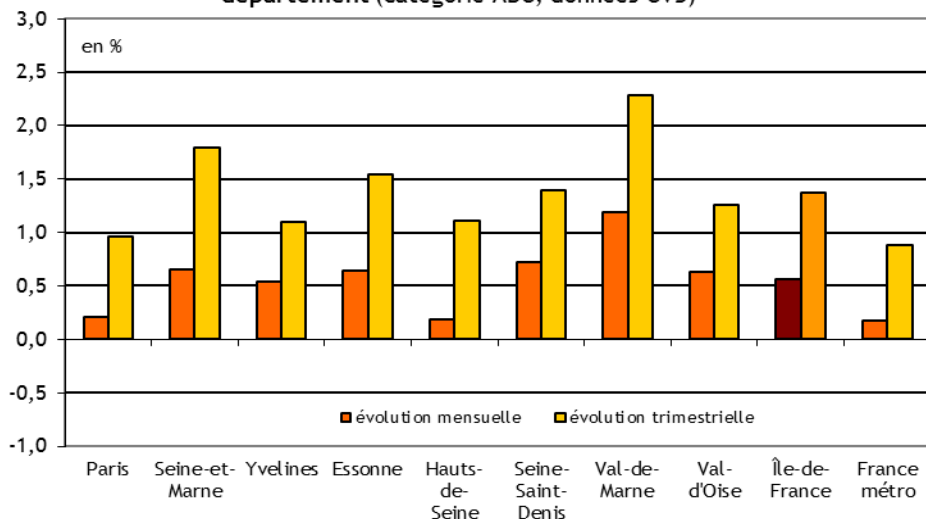
## La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

- La demande d'emploi des femmes en Île-de-France a augmenté en mars 2014 de +0,4 % et celle des hommes de +0,6 %.
- Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeuses d'emploi a augmenté de +1,4 %. Pour les hommes, la hausse est du même ordre, à +1,3 %. Au niveau national, l'augmentation est la même pour les hommes et pour les femmes (+0,9 %).
- L'augmentation trimestrielle de la demande d'emploi des femmes est plus faible que celle des hommes en Essonne et dans le Val-de-Marne. La tendance est inverse dans les Hauts-de-Seine. Les autres départements ont connu des évolutions peu différenciées selon le sexe.

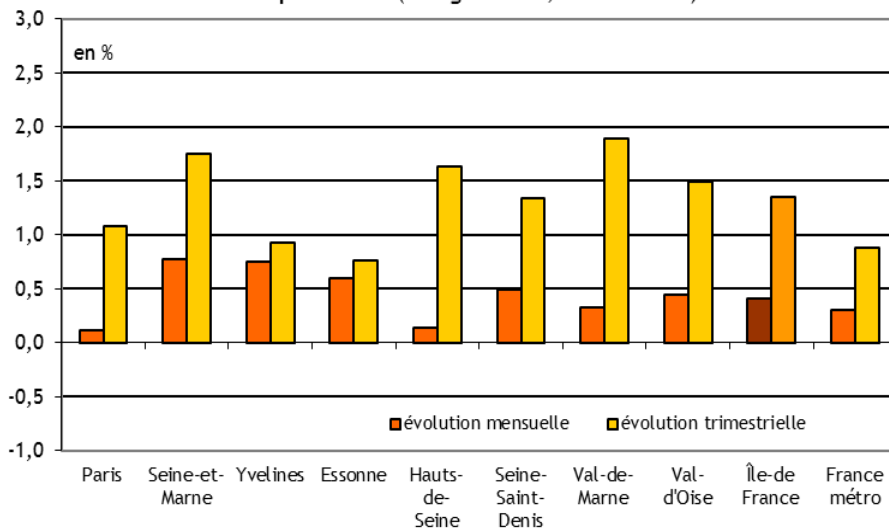
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mars 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2014

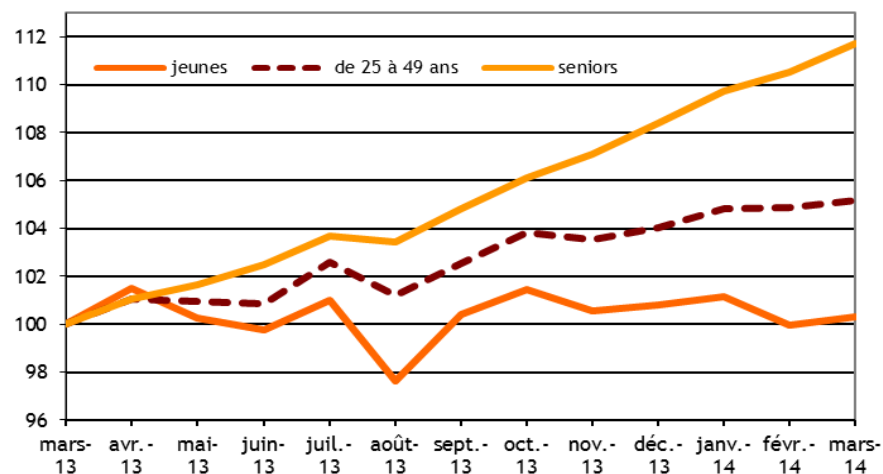
## La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi augmente de +0,4 % en mars 2014 dans la région. Il diminue de -0,4 % en France métropolitaine. Sur trois mois, la baisse est un peu plus modeste en Île-de-France (-0,5 %) qu'en France métropolitaine (-0,8 %).

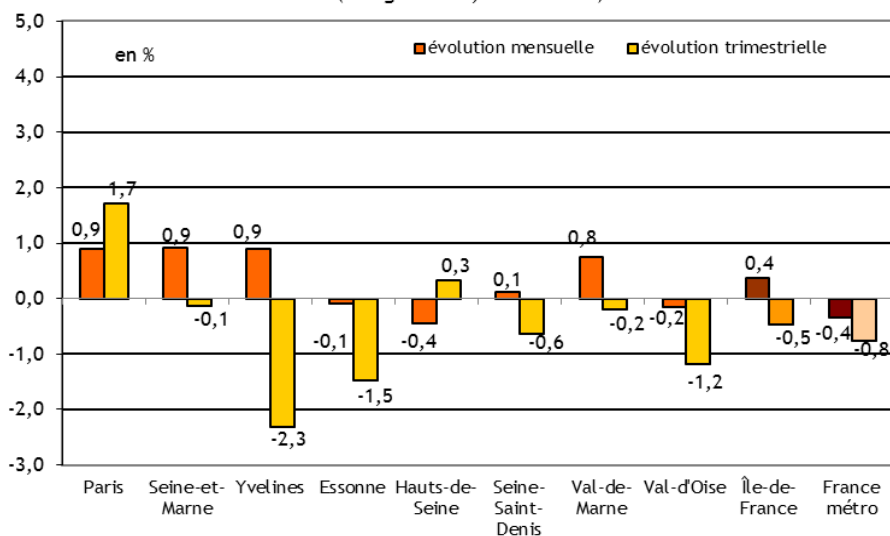
Au cours des trois derniers mois, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a fortement augmenté (+1,7 %) à Paris. Le département des Yvelines connaît la plus forte baisse (-2,3 %) suivi par l'Essonne (-1,5 %) et le Val-d'Oise (-1,2 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus a poursuivi sa hausse au mois de mars 2014, en Île-de-France (+1,1 %) et en France métropolitaine (+1,0 %).

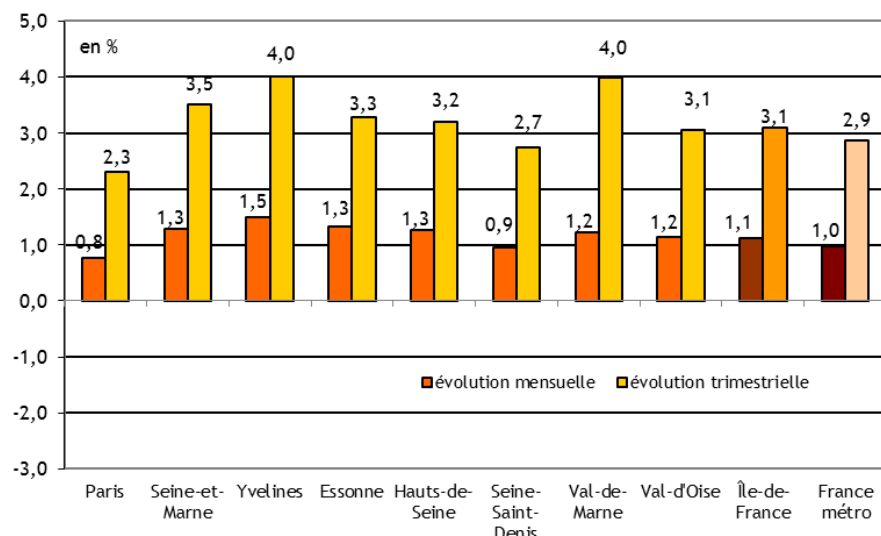
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mars 2013)



Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)





# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2014

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

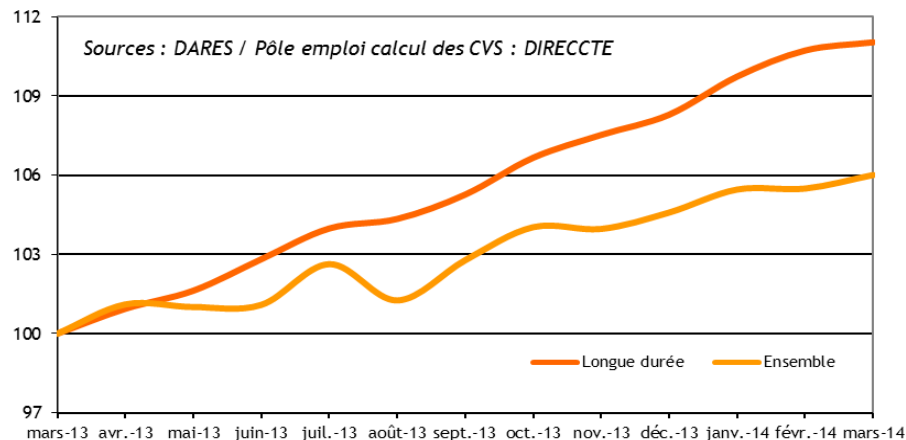
En mars 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a légèrement augmenté en Ile-de-France (+0,3 %) et s'est stabilisé en France métropolitaine (+0,0 %). C'est la plus faible hausse depuis septembre 2013.

Toutefois, sur un trimestre, la demande d'emploi de longue durée en région francilienne a connu une hausse de +2,5 %.

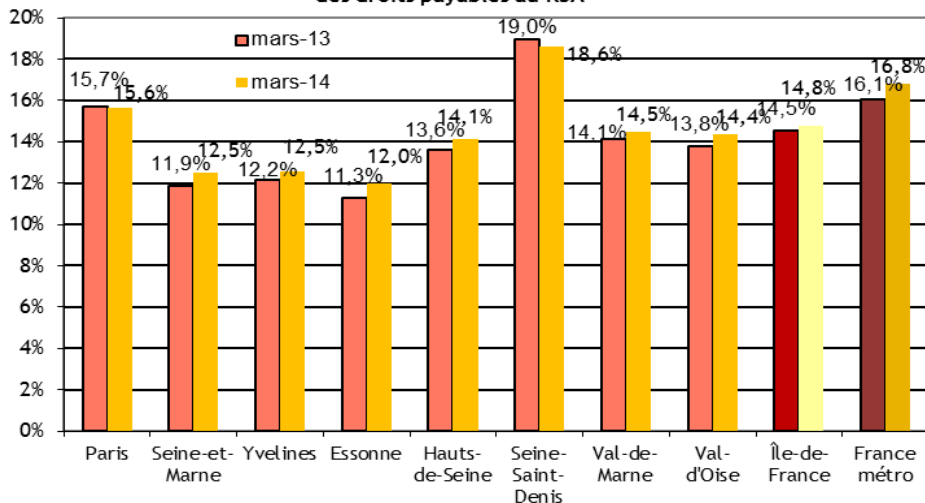
La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus atteint 41,4 %.

14,8 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, soit +0,3 point en un an. Mais cette part est en légère baisse en Seine-Saint-Denis.

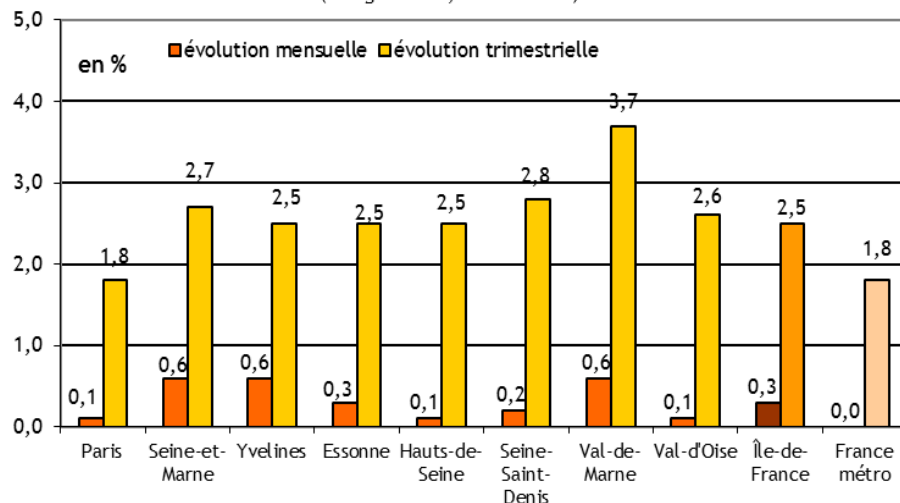
## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mars 2013)



## Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



## Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)

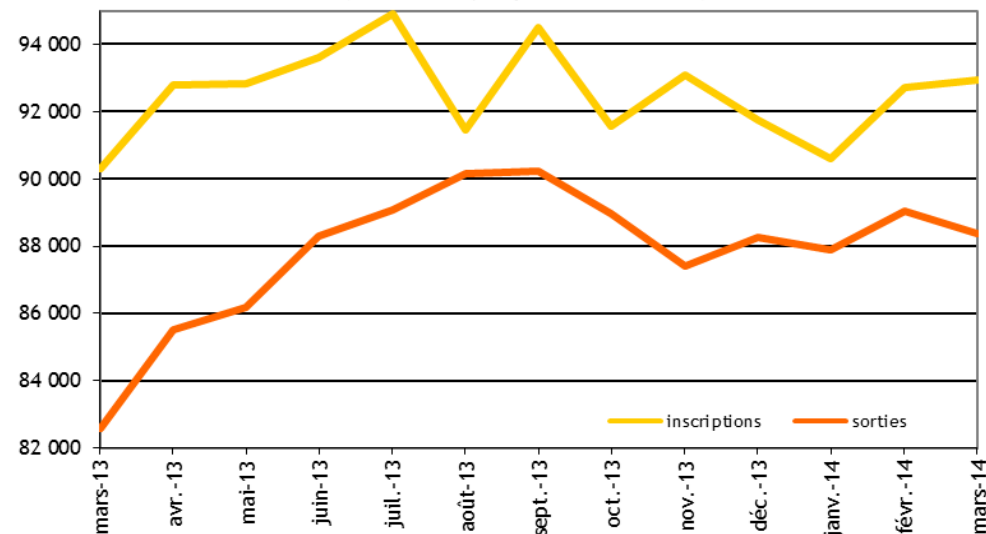


# Les entrées et les sorties à la fin du mois de mars 2014

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi

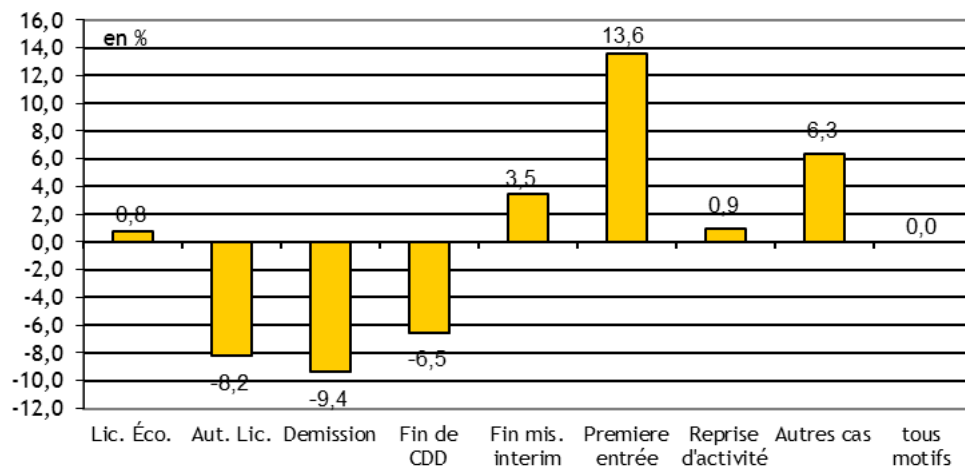
- En mars 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi a augmenté alors que le nombre de sorties a diminué (données corrigées des variations saisonnières).
- En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées enregistre une légère hausse, et reste sensiblement supérieur au nombre de sorties, qui baisse légèrement.
- Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 44 % des inscriptions, parmi lesquelles 6 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, seules les premières entrées (9 % des motifs d'inscription au total) ont connu une forte augmentation. Les entrées suite à licenciement (qui représentent 14 % des motifs) ont diminué sur trois mois glissants, de même que celles pour fin de CDD (20 % des motifs) et celles pour démission (3 % des motifs).
- Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 51 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse des motifs. Sur trois mois glissants, les reprises d'emploi déclarées (17 % des motifs) et les radiations administratives (8 % des motifs) ont diminué.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Le taux de chômage au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données est publiée à partir de ce trimestre, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétrolés » pour les rendre comparables aux taux qui seront publiés à partir de maintenant.

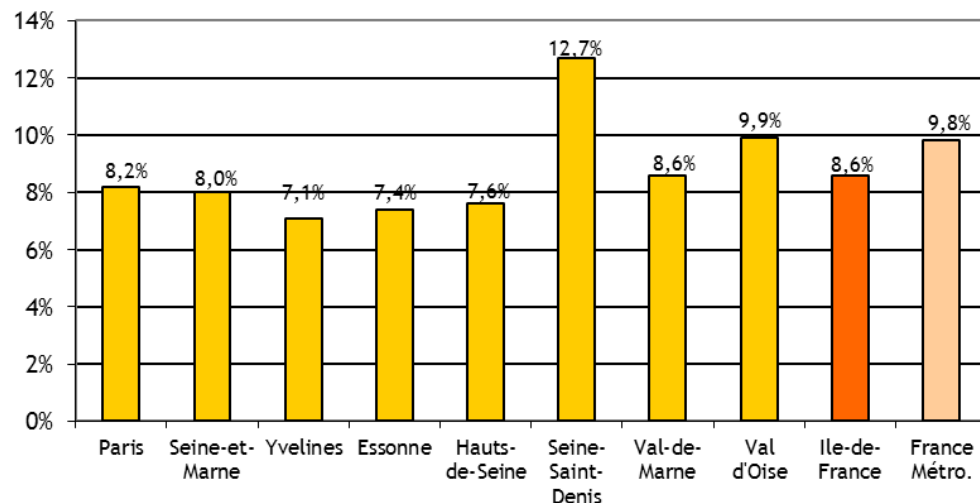
❑ Au quatrième trimestre 2013, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre. En France métropolitaine, il a également diminué de 0,1 point, à 9,8 % de la population active.

❑ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,1 point ; il est resté stable sur sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien est à présent inférieur de 1,2 point au taux national (hors DOM).

❑ Le taux de chômage a très peu varié dans tous les départements franciliens ce trimestre.

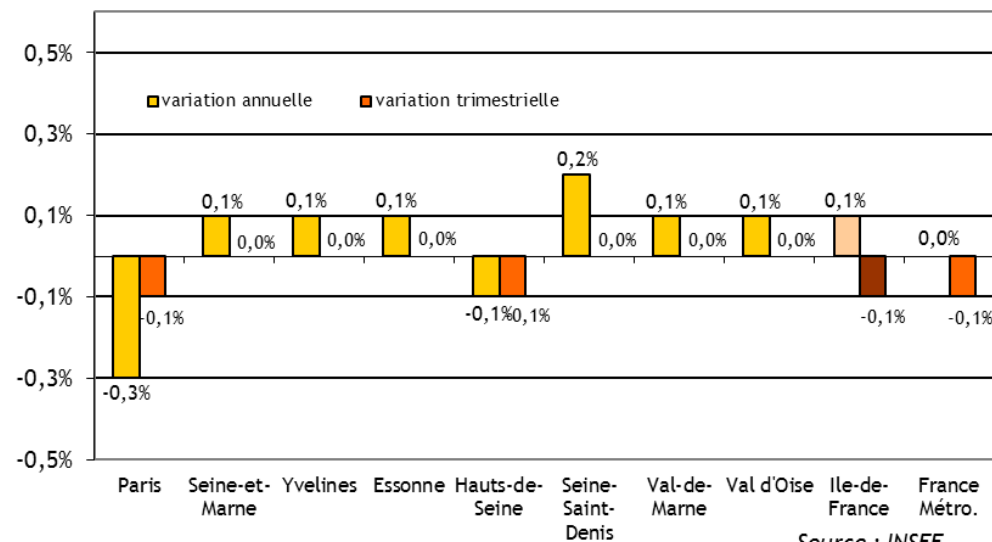
❑ Paris et les Yvelines sont les deux seuls départements qui ont connu une baisse de leur taux de chômage, sur l'année comme sur le trimestre.

Taux de chômage localisé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013



Source : INSEE

Évolution du taux de chômage localisé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013



Source : INSEE

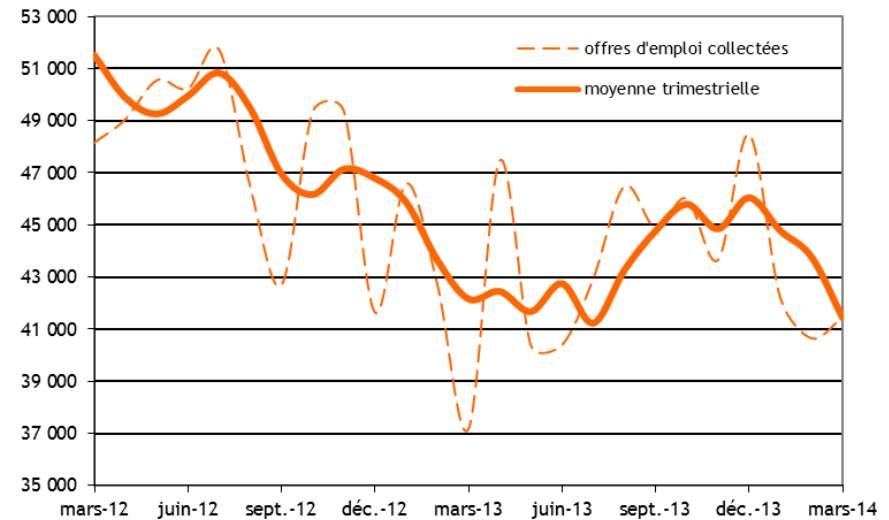
# Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin mars 2014

En mars 2014, 41 450 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 23 960 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Par rapport au mois précédent, il s'agit d'une légère augmentation pour les deux types d'offres.

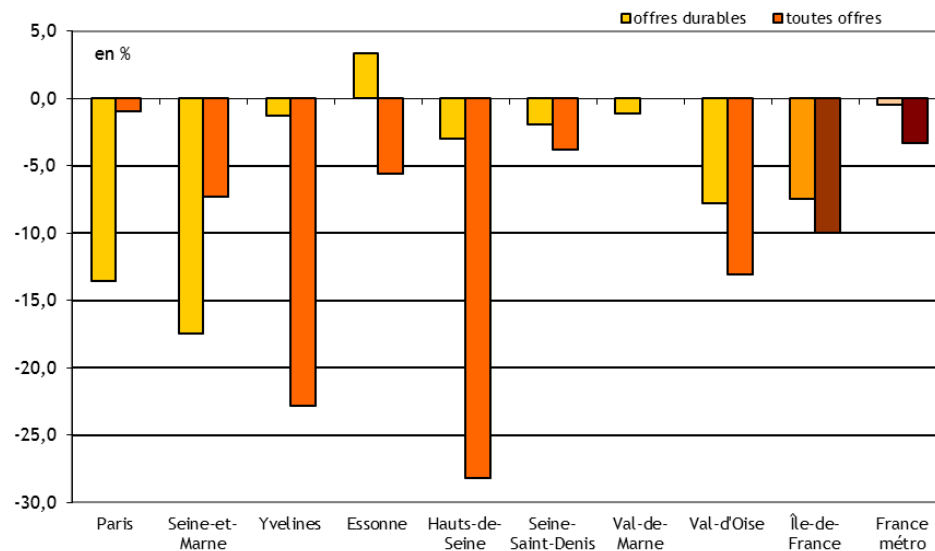
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région continue de diminuer, tendance amorcée depuis fin 2013.

En France métropolitaine, la collecte d'offres d'emploi diminue aussi sur trois mois, mais à un rythme bien moins élevé qu'en région francilienne.

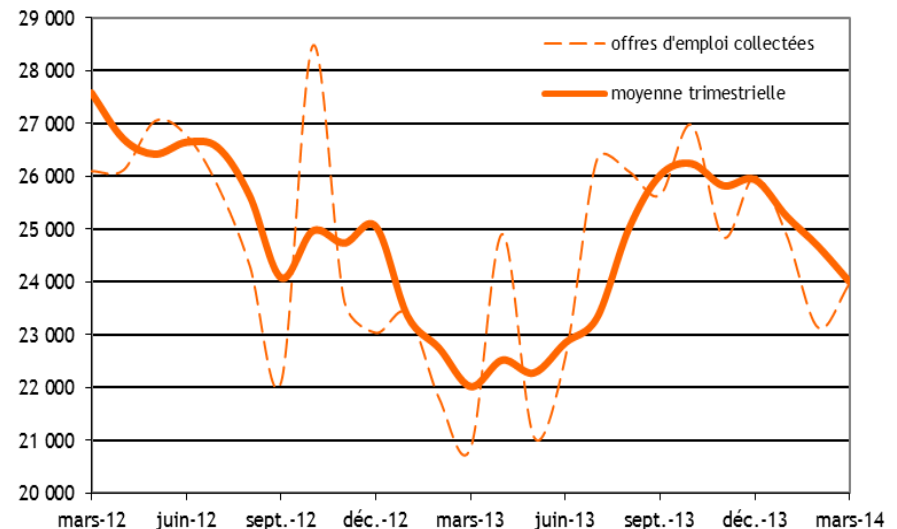
Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis mars 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis mars 2012 (données CVS)



# L'intérim à fin janvier 2014

252 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de janvier 2014 dans les établissements franciliens, soit une moyenne de 94 700 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

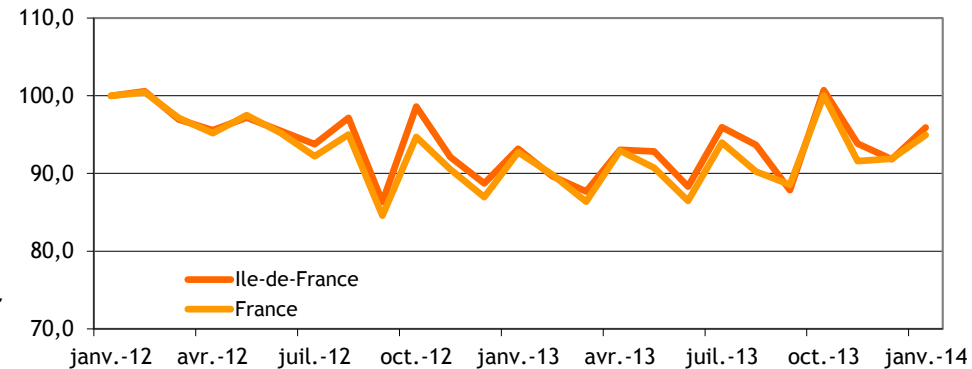
Le nombre d'intérimaires en EETP a augmenté, contrairement au nombre de contrats signés qui a baissé ce mois-ci. En moyenne, sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires se stabilise : -0,2% par rapport aux trois mois précédents.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie continue de progresser : +2,2%, ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, en particulier dans la fabrication de matériels de transport (+11,6%) qui confirme la reprise du dernier trimestre 2013.

Après une année 2013 en forte hausse, la construction enregistre une baisse de l'activité intérimaire : -4,4 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

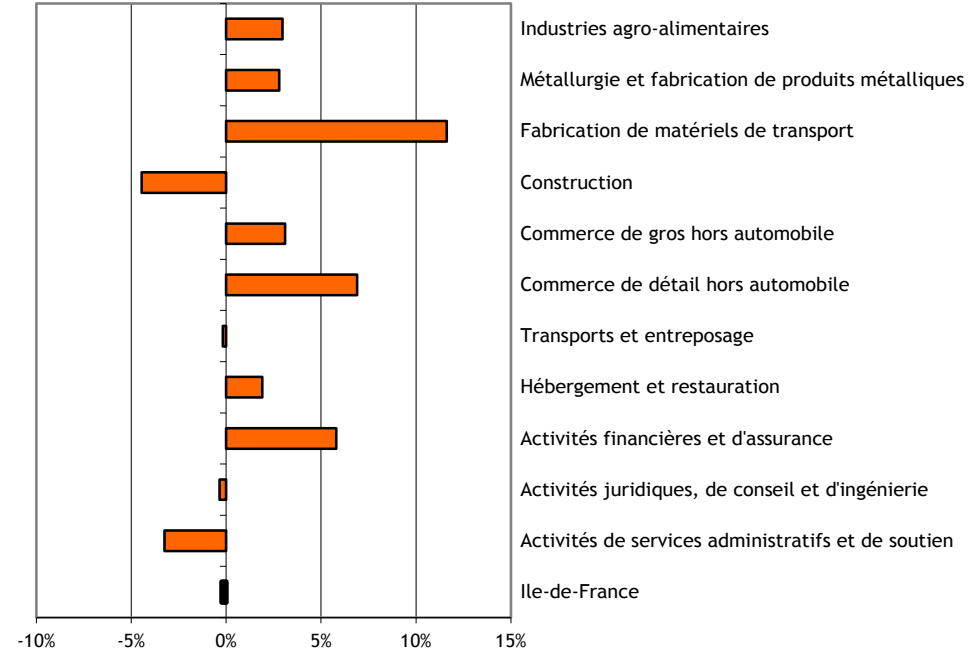
Le tertiaire progresse légèrement (+0,3%), avec des différences suivant les secteurs. Ainsi, on constate un repli du nombre d'EETP dans les activités de services administratifs (-3,2%), et a contrario une augmentation dans le commerce de détail (+6,9%), les activités financières (+5,8%) et le commerce de gros (+3,1%). Les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie et les transports/entreposage sont stables.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin janvier 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (donnée CVS)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'emploi salarié au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013

Après avoir stagné les deux trimestres précédents, le nombre d'emplois salariés au quatrième trimestre 2013 a légèrement augmenté en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+0,2 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il a augmenté de +0,1 % après avoir diminué durant deux trimestres.

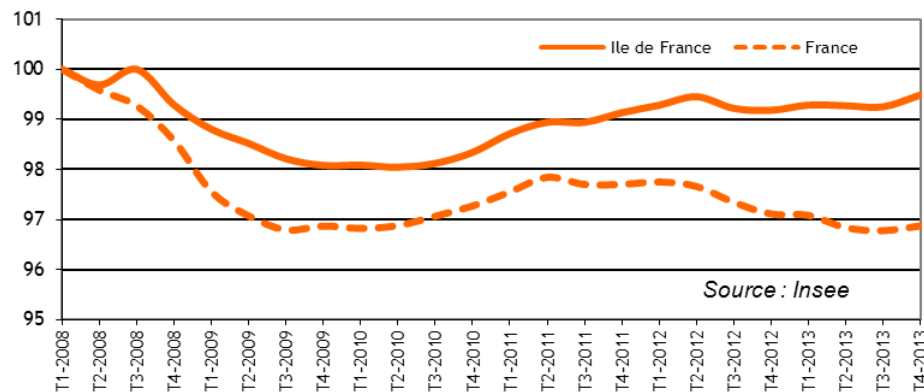
Sur un an, l'emploi francilien a augmenté de +0,3 %, alors qu'il a diminué de -0,2 % en France métropolitaine.

A Paris, l'emploi salarié marchand a gagné plus de 3 000 postes ce trimestre et la Seine-Saint-Denis en a gagnés 3 500. Le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine sont les seuls départements à connaître une légère baisse de l'emploi, perdant respectivement 700 et 500 postes.

En rythme annuel, l'évolution de l'emploi salarié marchand ne peut pas être analysée dans le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis en raison des modifications dans la comptabilisation des emplois qui ont eu lieu entre ces 3 départements dans la zone aéroportuaire de Roissy au second semestre 2012.

Sur un an, La Seine-Saint-Denis a gagné 5 700 emplois, Paris 5 400 et l'Essonne 1500. Les Yvelines et le Val-d'Oise, en revanche, ont perdu 600 postes.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2013	Evolution trimestrielle (par rapport au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2013)		Evolution annuelle (par rapport au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2012)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 274 124	3 048	0,2	5 426	0,4
Seine-et-Marne	301 134	1 505	0,5	549	0,2
Yvelines	373 313	613	0,2	-623	-0,2
Essonne	298 948	1 108	0,4	1 488	0,5
Hauts-de-Seine	815 505	-554	-0,1	259	0,0
Seine-Saint-Denis	393 912	3 500	0,9	5 687	1,5
Val-de-Marne	355 918	-724	0,2	380	0,1
Val-d'Oise	263 169	1 167	0,4	-684	-0,3
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 076 023</b>	<b>9 664</b>	<b>0,2</b>	<b>12 482</b>	<b>0,3</b>
France métropolitaine	15 446 400	15 100	0,1	-38 000	-0,2

Source : Insee

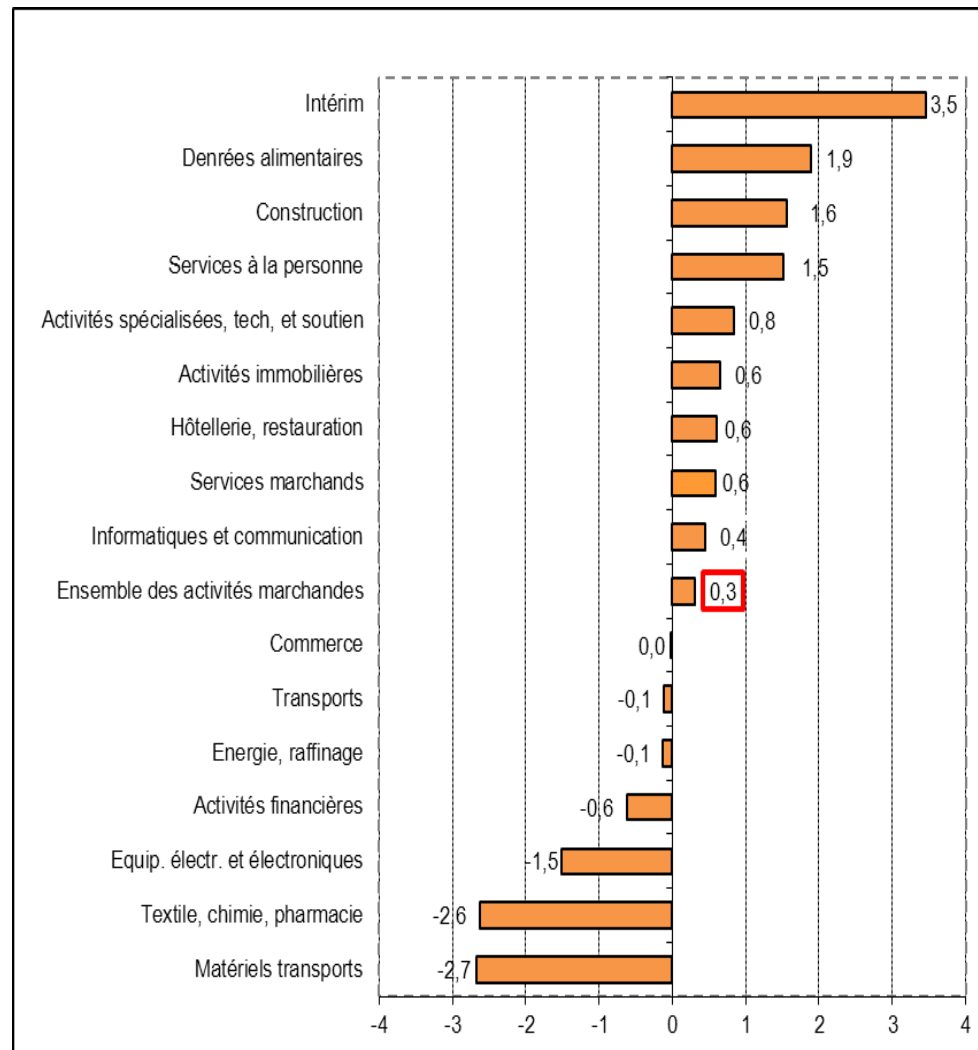
# L'emploi salarié au 4ème trimestre 2013

❑ Au quatrième trimestre, le nombre d'emplois a continué à diminuer dans l'industrie en Île-de-France (-0,2 %), mais à un rythme bien moins élevé qu'au trimestre précédent (-0,7 %). Le nombre d'emplois a augmenté dans les autres secteurs, avec l'évolution la plus importante dans la construction (+0,7 %), suivie par le commerce (+0,4 %) et les services marchands (+0,2 %).

❑ En un an, la construction a créé 4 000 emplois dans la région (+1,6 % en un an). Le commerce ne bouge quasiment pas, perdant environ 100 emplois. C'est l'industrie qui souffre le plus, avec plus de 7 000 emplois perdus (-1,5 % sur un an), dont 4 600 dans le secteur des « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...)

❑ Les services marchands ont gagné plus de 15 000 emplois (+0,6 % sur un an), dont près de la moitié a été créée dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...). Suivent les services à la personnes, avec 3 700 emplois créés et, dans une moindre mesure, l'intérim avec 2 900 postes. Dans le même temps, les activités financières ont supprimé 2 000 postes. Malgré une baisse ce trimestre, les services informatiques et la communication ont créé 1 700 emplois sur un an.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4ème trimestre 2012 et le 4ème trimestre 2013, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

# L'activité partielle en mars 2014

En mars dernier, 158 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte, le plus haut niveau depuis mai 2013.

Le volume d'heures d'activité partielle autorisées est en forte hausse et atteint 703 469 heures. C'est le volume le plus élevé de l'année 2014.

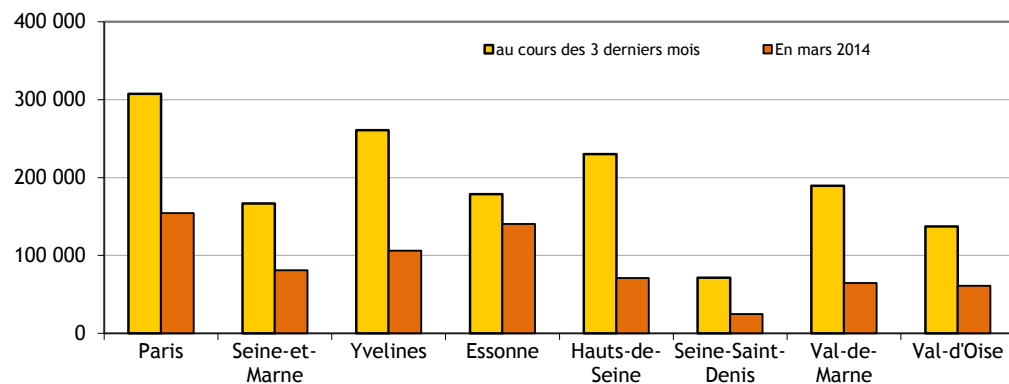
Paris, les Yvelines et l'Essonne concentrent 57 % des heures d'activité partielle autorisées en mars dernier.

La Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine regroupent respectivement 12% et 10 % des heures demandées sur l'Île-de-France.

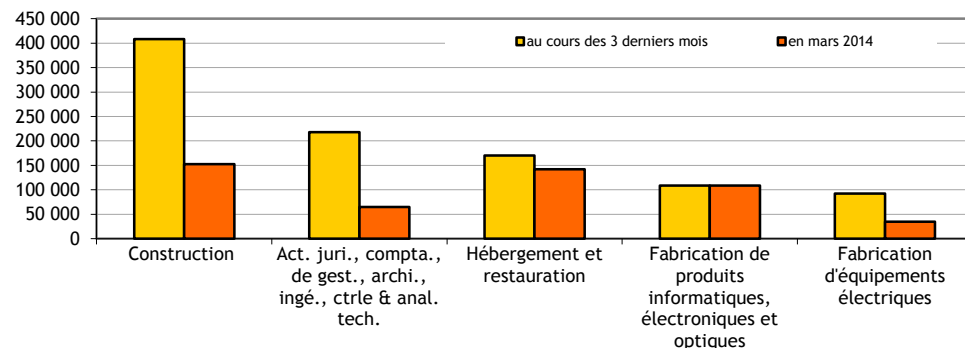
33 % des heures autorisées ce mois l'ont été au bénéfice de deux établissements (une demande d'un grand établissement parisien de l'hébergement et restauration pour de gros travaux de rénovation, l'autre d'un fabricant de composants électroniques de l'Essonne)

La construction demeure le secteur sollicitant le plus cette mesure au cours de ces trois derniers mois principalement dans le secteur des travaux de construction spécialisés.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en mars	158	19	21	23	22	16	13	17	27
cumul 2014	413	75	49	67	42	43	35	38	64
Heures associées en mars	703 469	154 415	81 204	106 069	140 352	71 228	24 679	64 541	60 981
cumul 2014	1 545 330	309 792	166 853	254 170	178 786	230 641	71 363	196 510	137 215
Salariés concernés en mars	3 149	211	339	756	1 014	118	58	189	464
cumul 2014 (sans doubles comptes)	7 325	703	568	2 755	1 171	761	165	535	667



# Les procédures de licenciement collectif en mars 2014

En mars, 49 procédures concernant 2 333 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. C'est un chiffre proche de la moyenne constatée sur l'année 2013.

Parmi ces emplois, 286 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

En proportion de l'emploi local, deux départements sont plus affectés que les autres ce mois-ci. Il s'agit du Val-d'Oise et des Hauts-de-Seine avec environ 1 emploi local sur 1 000 menacé.

Un seul département est véritablement épargné, les Yvelines.

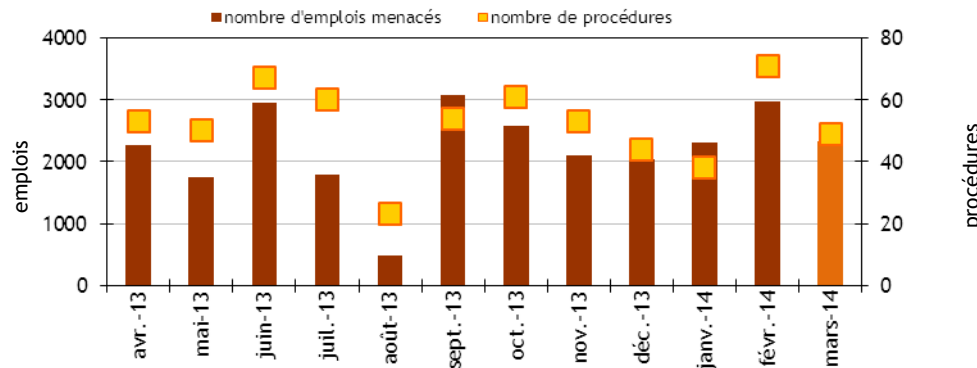
Les autres départements comptent environ 0,3 emplois locaux sur 1 000 menacés.

L'industrie pharmaceutique met en œuvre une seule procédure, mais celle-ci pourrait détruire jusqu'à 490 emplois. Ce secteur est très touché par des licenciements collectifs depuis plusieurs années.

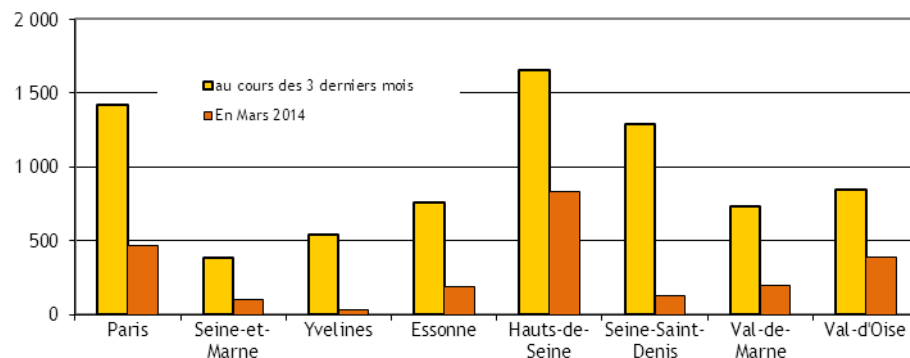
La distribution d'eau / gestion des déchets concentre la deuxième plus grosse proportion d'emplois menacés. Tous le sont dans une procédure initiée par un grand groupe parisien.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en mars	49	10	5	1	8	9	1	8	7
cumul 2014	158	31	15	14	18	36	10	20	14
Salariés concernés	2 333	467	104	31	191	828	130	196	386
cumul 2014	7 607	1 415	383	537	754	1 654	1 285	733	846

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

